



4

LES VIOLENCES SEXUELLES, ARME DE TERREUR CONTRE LES DÉFENSEURES

TEXTE ÉLIAS GEOFFROY, responsable Programme et plaidoyer Afrique du Nord et Moyen-Orient
PHOTO FAMILLE DE SULTANA KHAYA

Alors qu'au Sahara occidental les femmes jouent un rôle important dans la mobilisation contre l'occupation marocaine, elles sont souvent victimes de violences sexuelles et de harcèlements sexistes. Rares sont les militantes qui, comme Sultana Khaya, osent exposer cette stratégie de répression des militantes.

Sultana (ci-dessus) et sa sœur Luara sont des survivantes. Survivantes d'agressions sexuelles allant jusqu'au viol. Depuis le 19 novembre 2020, les deux femmes sont arbitrairement placées en résidence surveillée. Elles ont subi en 2021 de multiples agressions sexuelles au cours de plusieurs raids de la police à leur domicile. Ces agressions ont commencé les 10 et 12 mai 2021 et se sont reproduites le 25 août et le 8 novembre. Les deux sœurs ont été attachées, déshabillées, fouillées, tout en subissant de nombreux attouchements par les forces de sécurité marocaines. Le 5 décembre, les deux femmes ont été violées et battues pendant deux heures par plusieurs agents marocains.

Le recours des autorités marocaines aux violences sexuelles à l'encontre des femmes sahraouies engagées n'est pas nouveau et il existe des témoignages de l'usage de ces violences par les forces de police, qui restent cependant anonymes. Sultana et Luara ont dû faire preuve d'un courage immense pour révéler publiquement les multiples agressions sexuelles qu'elles ont subies au cours de l'année 2021.

Hayat Rguibi, militante sahraouie, fait partie des rares survivantes à avoir également osé exposer en 2009 le viol collectif commis par des agents marocains alors qu'elle n'avait que 19 ans. Bien souvent, les victimes de telles agressions n'osent pas le révéler publiquement : si la société sahraouie est souvent considérée comme l'une des plus progressistes sur les questions de genre dans le monde arabe, elle n'en demeure pas moins conservatrice sur certains aspects, relevant notamment de la tradition islamique. La question de la réputation et de l'honneur des femmes y tient une place importante, car elles sont perçues comme dépositaires de l'honneur de la famille, indique Asria Mohamed, journaliste sahraouie des camps de Tindouf vivant à présent en Norvège.

RÉSEAUX SOCIAUX ET SMARTPHONES : DES ARMES À DOUBLE TRANCHANT

Une des techniques utilisées pour détruire la réputation des femmes engagées consiste à pirater et publier en ligne leurs échanges ou documents privés. Plusieurs militantes sahraouies ont ainsi vu des photos et informations personnelles exposées publiquement à la suite du vol ou de l'espionnage de leur téléphone portable. La police marocaine confisque les téléphones de journalistes, défenseur(e)s et militant(e)s au cours d'une interpellation ou d'une arrestation, en télécharge tout le contenu et le publie ensuite sur de faux comptes Facebook ou des sites internet à la botte des services secrets marocains, généralement accompagnés de rumeurs et d'informations calomnieuses pour humilier les personnes visées.

La journaliste et militante Salha Boutinguiza a ainsi vu une de ses photos personnelles, prise au salon de coiffure sans son *melhfa* (le voile traditionnel sahraoui) publiée en ligne et accompagnée de commentaires calomnieux. Lors d'un entretien avec Asria Mohamed, Salha Boutinguiza disait être « terrifiée à l'idée de commencer ne serait-ce qu'une amitié avec un homme. Je sais que tout ce que j'écris peut être manipulé et utilisé contre moi ». Même de simples échanges par SMS peuvent être détournés de leur sens initial pour propager des rumeurs infamantes. Pour beaucoup de journalistes et militant(e)s sahraoui(e)s, les nouvelles technologies d'information et de communication sont à la fois une bénédiction et une malédiction : grâce aux réseaux sociaux et aux smartphones, les informations sur le Sahara occidental sont diffusées à l'international et ces personnes sont en mesure de communiquer avec le reste du monde. Mais, dans le même temps, ces technologies sont utilisées contre ces mêmes personnes pour les attaquer, et les femmes en



Repères

LE CONTEXTE

Après avoir été une colonie espagnole entre 1884 et 1975, le Sahara occidental est occupé par le Maroc et la Mauritanie, tandis que le Front Polisario défend le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. La Mauritanie se retire rapidement du conflit qui va s'enliser entre le Polisario et le Maroc jusqu'en 1991, date à laquelle un cessez-le-feu est signé. Le Sahara occidental est alors largement occupé par le Maroc, qui contrôle le territoire à l'ouest du « mur de sable », tandis que le Polisario contrôle la bande à l'Est du mur. Le 13 novembre 2020, le Front Polisario décrète la fin du cessez-le-feu après des incidents dans le sud du territoire, à Guerguerat. Depuis cette date, le Maroc mène une répression accrue envers les défenseur(e)s et militant(e)s sahraoui(e)s comme Sultana Khaya.

CHIFFRES CLÉS

43

prisonniers d'opinion sahraouis étaient détenus en mars 2022

Source : LPPS

21 juin 1993

ratification par le Maroc des Conventions contre la torture et sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes

L'ACAT AGIT

- L'ACAT-France œuvre pour l'arrêt des détentions arbitraires et des violences à l'encontre des défenseurs, journalistes et militants pacifiques sahraouis.
- L'ACAT-France œuvre auprès de différents organes des Nations unies pour dénoncer les violences que subissent les défenseurs sahraouis et obtenir la condamnation et la dénonciation du Maroc pour ses violations. Plusieurs dizaines de militants écrivent régulièrement à des détenus d'opinion sahraouis pour les soutenir moralement.

5

« Le régime marocain a bien compris le tabou qui demeure sur les questions de "moralité" et l'utilise à dessein pour étouffer la voix des femmes sahraouies et les chasser de l'espace public »

paient souvent le prix fort. Le Maroc utilise également cette stratégie de diffamation contre des journalistes marocains critiques à l'égard du pouvoir, mais d'une manière particulièrement pernicieuse.

DIFFAMER POUR MIEUX RÉPRIMER

6 En plus des habituelles attaques sur leur vie privée, les autorités marocaines les poursuivent devant la justice sur la base de fausses accusations d'agressions sexuelles. Il s'agit ici le plus souvent d'hommes, comme Omar Radi, Soulaïmane Raïssouni ou Taoufik Bouachrine. Le Maroc détourne à son avantage la vague Me Too qui s'est propagée dans de nombreux pays, principalement occidentaux, visant à dénoncer les comportements sexistes et les agressions sexuelles. De ce fait, les autorités marocaines rendent plus difficile la dénonciation de ces procès politiques qui se font sous couvert de lutte contre les agressions sexuelles.

Mais le régime s'attaque aussi aux femmes journalistes, comme Hajar Raïssouni, condamnée en 2019 avec son fiancé à un an de prison pour « *avortement illégal* » et « *relations sexuelles hors mariage* » avant d'être finalement graciée. L'affaire avait été accompagnée d'un lynchage médiatique avec injures et étalage de sa vie privée. Surtout, Hajar avait subi un examen médical invasif et forcé à la demande de la police, censé démontrer qu'elle avait subi un avortement, contrairement aux affirmations du couple.

ÉTOUFFER LA VOIX DES FEMMES

D'autres pays de la région utilisent aussi cette stratégie de l'infamie contre les femmes pour les empêcher de s'engager publiquement : en 2011, l'armée égyptienne avait ainsi imposé des tests de virginité à des manifestantes de la place Tahrir pendant la période révolutionnaire, une manière de jeter un doute sur leur moralité et leur légitimité.

Le régime marocain, en tant que puissance occupante d'une large partie du territoire sahraoui, a bien compris le tabou qui demeure sur ces questions et l'utilise à dessein pour

étouffer la voix des femmes sahraouies et les chasser de l'espace public. La police marocaine n'est peut-être pas capable d'empêcher les femmes de s'engager et de manifester pour les droits des Sahraoui(e)s, mais la pression de leur famille le peut plus efficacement. Après avoir lu de fausses rumeurs sur Salha Boutinguiza, son frère l'avait appelée pour critiquer son comportement présumé, mais elle avait réussi à lui faire comprendre que rien de tout cela n'était vrai et qu'il ne devait pas lire ni croire ce type de propos diffamatoires publiés en ligne. Mais combien de femmes se sont retrouvées confrontées à leurs proches sans réussir à leur faire entendre la réalité de la situation ? À combien d'entre elles a-t-on reproché leur engagement, qui les expose à ces diffamations et met en jeu l'honneur de leur famille ?

Selon Salha Boutinguiza, de nombreuses femmes ont arrêté de militer parce qu'elles ne voulaient pas courir le risque d'être attaquées et humiliées de la sorte.

DES ATTAQUES QUI ENVAHISSENT LA SPHÈRE PRIVÉE

Cette stratégie de répression contre les femmes révèle le caractère patriarcal du régime marocain. Dans ce contexte d'occupation et de répression, les femmes sahraouies sont ainsi triplement exposées à la violence du pouvoir marocain : en tant que membres de la communauté ethnique ciblée et persécutée, en tant que militantes et défenseures, et en tant que femmes. Cependant, si détruire la réputation ou l'honneur d'une femme entrave son militantisme contre l'occupation marocaine, cela a également un impact sur ses rapports au sein de sa propre communauté.

Être décrite comme une « *prostituée* » ou une « *personne de mœurs légères* » entraîne de la méfiance de la part de l'entourage, une perte de crédibilité et peut avoir de lourdes conséquences sur la vie privée – se marier ou postuler à un emploi peut ainsi devenir très compliqué. Pour Asria Mohamed, ces campagnes de dénigrement et de harcèlement en ligne font que les femmes sahraouies doivent non seulement veiller à leur propre sécurité physique, mais aussi faire attention à ce qui pourrait être écrit sur elles, ce qui les rend plus vulnérables et limite leur capacité d'action.

Pendant plusieurs années, Sultana Khaya a subi des campagnes répétées de diffamation au sujet de ses « *mœurs* », sans jamais renoncer à son engagement. C'est probablement pour cette raison que les agents marocains sont passés au stade supérieur de violence en lui infligeant des agressions sexuelles et des viols. Peut-être pensaient-ils que cela la ferait taire pour de bon, d'autant plus que sa sœur et sa mère de plus de 80 ans ont elles aussi été violemment agressées.

Certain(e)s Sahraoui(e)s ont allés jusqu'à lui reprocher d'exposer et de mettre en danger ces dernières en poursuivant ses actions militantes. Mais Sultana, sa sœur et sa mère ont accepté de payer le prix fort en ne cachant rien des attaques et agressions qu'elles subissent, afin de pouvoir continuer à porter leur engagement pour la défense des droits des Sahraoui(e)s.



Trois questions à

ASRIA MOHAMED, journaliste sahraouie spécialiste du militantisme des femmes sahraouies et membre du Comité norvégien de soutien au Sahara occidental.

Pourquoi les femmes sahraouies sont-elles moins emprisonnées que leurs homologues masculins ?

Asria Mohamed : Dans les années 1980 et 1990, le Maroc a eu recours à des détentions longues, parfois secrètes, comme pour les militantes Aminatou Haidar ou El Ghalia Djimi. Ces dernières années, le Maroc se présente comme un promoteur des droits des femmes. Seules quelques femmes ont été emprisonnées, comme Mahfouda Lefkir, condamnée à six mois de prison en 2019. Mais les abus et violences envers les militantes sahraouies continuent de manière plus discrète. Elles sont souvent arrêtées et interrogées, parfois pendant plusieurs jours, durant lesquels elles subissent des violences physiques et psychologiques. Une fois libérées, elles continuent d'être ciblées par la police marocaine dans des campagnes de diffamation en ligne.

Quel impact ont sur la société sahraouie les révélations des femmes victimes d'agressions sexuelles par les autorités marocaines ?

A. M. : Les violences sexuelles commises à l'encontre des femmes sahraouies sont généralement très peu signalées et considérées comme secondaires. Dans l'espace militant sahraoui, la priorité est à la lutte pour l'autodétermination et à la levée du blocus médiatique. Les militantes veulent aussi projeter une image de femmes fortes dans un contexte de résistance à l'occupation et dans une société où elles jouissent d'une place importante.

Agissez

Sultana Khaya et sa sœur Luara sont des défenseures des droits des Sahraouis, arbitrairement assignées à résidence depuis le 19 novembre 2019, après la déclaration de la fin du cessez-le-feu par le Front Polisario. Depuis cette date, on constate une recrudescence de la répression par le Maroc des défenseurs et militants sahraouis comme Sultana. Avec sa sœur, elle a subi au cours de l'année 2021 de multiples agressions sexuelles commises par des membres des forces de sécurité marocaines. Ces attaques choquantes sur les sœurs Khaya visent à les faire taire et à les empêcher de continuer leur engagement pacifique. L'ACAT-France se mobilise pour que ces violences cessent et que leur assignation à résidence abusive soit levée, afin qu'elles puissent continuer à mener leurs actions légitimes et pacifiques.



POUR AGIR, SIGNED, ENVOYEZ ET DISTRIBUEZ LES CARTES-ACTION

Beaucoup de militantes ont du mal à parler de violences sexuelles, car cela renvoie une image de vulnérabilité et elles préfèrent se concentrer sur les violences physiques "classiques". C'est une forme d'autocensure. Quand Sultana Khaya dit qu'elle a été violée, elle dénonce les agissements du pouvoir marocain, mais elle force aussi la société sahraouie à aborder ces questions, permettant à d'autres femmes de briser la barrière de la honte.

Que pouvons-nous faire depuis la France et l'Europe ?

A. M. : Il faut soutenir ces femmes en parlant de ce qu'elles subissent de la part des autorités marocaines et dénoncer les différentes tactiques de diffamation et de déshonneur mises en place. Ceci est très important, car ces attaques sont malheureusement très efficaces. Il faut également donner la parole à ces femmes et les inviter en Europe pour partager leurs récits. Enfin, il faut dénoncer la politique de *genderwashing* utilisée par le Maroc. Derrière certains progrès sur la question de l'égalité des genres, il y a la réalité de la répression envers les femmes, tout particulièrement dans le Sahara occidental qu'il occupe.